

## Nous ne travaillons pas assez ? Quelle erreur économique, par René Passet

LE MONDE | 15.01.05 | 15h31

La cause est entendue : nous ne travaillons pas assez. M. Sellière l'a découvert, M. Camdessus écrit : *"La quasi-totalité de l'écart de croissance qui nous sépare, depuis dix ans, de nos principaux partenaires s'explique par la moindre quantité de travail que nous sommes capables de mobiliser collectivement chaque année"* (Le sursaut. Vers une nouvelle croissance pour la France. La Documentation française, octobre 2004). M. Raffarin en a tiré les conséquences : "La productivité horaire du travailleur français a beau dépasser celle de l'Américain ou du Britannique, comme il travaille moins d'heures dans l'année et moins d'années dans sa vie, sa performance globale se révèle finalement inférieure."

Les choses sont-elles aussi simples ? En France, alors que le produit national par habitant était multiplié par plus de sept au XX<sup>e</sup> siècle, la quantité de travail annuelle fournie dans la nation régressait de 55 à 36 milliards d'heures. Pourtant, le volume de l'emploi passait de 18 à 22 millions de postes, le revenu des salariés augmentait avec le produit national et leur niveau de protection sociale s'améliorait. En d'autres termes, l'augmentation des richesses produites se trouvait équitablement répartie. Le phénomène se vérifiait ailleurs, notamment en Allemagne.

La croissance n'avait donc pas augmenté la demande globale de force de travail, mais s'accompagnait de sa réduction. Affirmer qu'elle crée l'emploi, c'est la confondre avec son accélération conjoncturelle. Dans la courte période, en effet, "toutes choses étant égales par ailleurs", c'est-à-dire notamment à technologie constante, produire plus exige transitoirement davantage de travail - donc, à durées individuelles inchangées, plus d'emplois. Mais la croissance est un phénomène long, porté à la fois par l'accumulation du capital et le progrès technique, dont la vocation est de prendre progressivement la relève du travail. Pourquoi investirait-on s'il n'en était pas ainsi ?

Ceux qui, symétriquement, attribuent au travail un rôle quasi exclusif dans la détermination de la croissance ne poussent étrangement pas leur logique jusqu'à conclure qu'il convient de lui affecter la totalité des créations de richesses en résultant. Leur raisonnement repose sur une confusion qui, en d'autres temps, aurait valu au plus modeste étudiant d'économie de se faire renvoyer à ses révisions. Corrélation n'implique pas causalité : rien ne démontre que la faiblesse relative des durées de travail soit la cause, plutôt que la conséquence, de l'atonie de la croissance. Rien ne permet d'exclure l'hypothèse d'un autre phénomène - politique, par exemple - qui affecterait l'une et l'autre. On réédite ainsi l'erreur commise après guerre avec le capital, dont on avait cru que son accumulation suffirait à déclencher le *"décollage"* des pays pauvres, pourtant démunis de toute structure de propagation économique. On impute une responsabilité au seul facteur humain, alors que l'économie est un système d'interdépendances dans lequel la performance de l'appareil productif ne saurait s'isoler du contexte politique et social.

On peut retourner le problème dans tous les sens. Si le temps de travail individuel ne s'était pas abaissé, de 3 000 heures annuelles en 1900 à 1 600 heures un siècle plus tard, la diminution de la quantité globale d'heures ouvrées dans la nation n'aurait pu s'accompagner d'une augmentation du volume de l'emploi. C'est là une tendance lourde que l'on ne saurait négliger. Les statistiques de l'OCDE montrent que la baisse du nombre annuel d'heures travaillées par salarié se vérifie - avec des amplitudes diverses - dans toutes les nations industrialisées, Etats-Unis compris. Dans notre pays, pour nous en tenir à l'actualité récente, l'accélération des ouvertures d'emplois par rapport à l'augmentation du PIB, sur la période fin 1997-fin 2001,

permet d'évaluer à environ 400 000 les créations de postes liées à ce que certains persistent à qualifier de *"désastre des trente-cinq heures"*. A l'opposé, depuis, la stagnation des temps de travail individuels s'accompagne non seulement d'une reprise du chômage, mais - de fin septembre 2002 à fin septembre 2004 - d'une régression de 60 000 emplois dans le secteur marchand.

On objecte le spectre des coûts et de la perte de compétitivité. Pourtant, selon le Bureau of Labor Statistics des Etats-Unis, le coût en dollars de l'heure de travail de l'ouvrier français n'augmentait que de 11,5 % de 1990 à 2003, contre 43 % pour l'Américain et 42 % pour le Britannique. Après avoir été, en 1990, le plus élevé après celui de son collègue allemand, il était devenu, en 2002, le moins cher des grands pays industrialisés : 5 % de moins qu'au Royaume-Uni, 25 % de moins qu'aux Etats-Unis. Malheureuses firmes françaises exsangues dont, en 2004, les profits nets auront augmenté au moins trois fois plus vite que les salaires et qui, entre 2000 et 2003, auront pu consacrer 56 milliards d'euros au rachat de leurs propres titres, pour le plus grand bien de leurs actionnaires (*Le Monde* du 31 décembre 2004).

Pendant que l'on chipote sur le prix du travail, le cours de l'euro s'élève de 65 % en quatre ans, affectant bien plus la compétitivité de l'appareil productif que le poids des salaires. Décidément, l'argument économique ne tient pas la route. Reste le choix politique.

La réduction des temps, le salaire, la protection sociale sont les instruments d'un partage des gains de productivité constituant ce "progrès social" hors duquel on se demande quel pourrait être le sens de l'activité économique. Le chômage, à l'opposé, supprime la question du partage. Marks et Spencer, en 2001, l'avouait au moment de fermer certains de ses établissements : il s'agissait d'abord de réaliser des économies de main-d'œuvre afin d'augmenter les distributions de dividendes.

Le modèle américain, avec son taux de chômage de 5,4 %, nous est proposé en exemple. Jean Gadrey démontre qu'il y a un lien direct entre cette performance et *"la paupérisation absolue du salariat du bas de l'échelle"*, dont les faibles rémunérations constituent le meilleur stimulant à l'embauche : de 1969 à 2003, le PIB par habitant doublait, le pouvoir d'achat du salaire minimum horaire fédéral baissait de 36 %. Actuellement, sur 36 millions de pauvres (12,6 % de la population), plus des deux tiers des ménages comptent au moins un salarié.

Selon une plaisanterie répandue, alors que l'ex-président Clinton se glorifiait de ses créations d'emplois, un électeur répondait : *"Je sais, d'ailleurs moi-même j'en occupe trois."* Tout est là. Si l'on comptabilise tous ceux que la quête infructueuse d'une activité a fini par décourager et les personnes souhaitant travailler plus, c'est à 10 % de chômage que l'on parvient. Fait inédit depuis la crise de 1930, George W. Bush a terminé son premier mandat avec moins d'emplois qu'il ne l'avait commencé. Selon le Center on Budget and Policy Priorities, 15 % des revenus engendrés par la croissance actuelle allaient aux salariés et 47 % aux profits, proportions à peu près inverses de celles enregistrées lors des reprises précédentes (respectivement 49 % et 21 %). Il faut lire Paul Krugman (*L'Amérique dérape*, Flammarion, 2004).

A ce "modèle", on pourrait opposer celui des pays nordiques. Le Danemark, au taux de chômage de 5,9 %, dont la flexsécurité - conciliant flexibilité de l'emploi et sécurité pour le travailleur - devient la tarte à la crème du discours politique sans que l'on se donne les moyens de la mettre en œuvre. En Suède, la politique sociale, à l'opposé des Etats-Unis, se concilie pourtant avec un taux de chômage faible (5,6 % environ).

Mais nos dirigeants ont choisi la voie de l'allègement des prélèvements pour les plus riches, associé à leur alourdissement pour les autres et à l'allongement des temps de travail. Les

premiers résultats sont perceptibles : 3,5 millions de pauvres (6,1 % de la population), cela peut sembler relativement peu par rapport aux Etats-Unis, mais leur nombre, après avoir diminué de 500 000 de 1998 à 2001, est reparti depuis à la hausse, et la tendance longue à la réduction du taux de pauvreté s'est retournée.

En 2002, le BIP (baromètre des inégalités et de la pauvreté) enregistre un écart croissant entre les revenus extrêmes. Le nombre d'allocataires du RMI s'est accru de 10,5 % de juin 2002 à juin 2004 ; celui des dossiers de surendettement a augmenté de 22 % du premier trimestre 2003 au premier trimestre 2004. Nous avons aussi notre million de "*working poors*" et, selon l'Insee, 29 % de nos SDF travaillent en moyenne 32 heures par semaine ! Le nombre de nos chômeurs "officiels" frôle les 10 %. Sur le terrain de ces "performances", nous ne tarderons pas à rejoindre bientôt notre modèle d'outre-Atlantique.

Politique bornée, stimulée par un patronat prompt à pousser à l'extrême les avantages immédiats d'un rapport de force favorable, mais asphyxiant la consommation, moteur essentiel de cet accroissement des valeurs ajoutées qu'il entend s'attribuer intégralement. Cela s'appelle "scier la branche".

**René passet** *est professeur émérite d'économie à l'université Paris-I.*

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 16.01.05